



Déclaration liminaire au CDAS du 24 mars 2022

Monsieur le Président,

Il est un fait qui se généralise au ministère : le manque d'écoute et le mépris des agents et de leurs représentants.

À la DGDDI, cela a eu pour conséquence une rupture du dialogue social, tant au niveau national qu'au niveau local.

L'annonce de la « délocalisation » du Service des Grands Comptes dans les Bouches-du-Rhône faite le 17 mars par le Ministre délégué M. DUSSOPT à l'occasion de son déplacement à Aix-en-Provence, sans concertation et/ou discussion préalable avec les organisations syndicales n'a pu que les conforter dans ce sentiment de déconsidération.

Ce même Ministre délégué qui a préféré jouer à « cache-cache » et sortir par une porte dérobée plutôt que de se présenter devant les représentants du personnel présents devant la sous-préfecture d'Aix-en-Provence.

Malgré le mépris, la suppression des missions fiscales, les pseudos réformes du dialogue social, les incessantes réductions d'effectifs et les discours lénifiants d'administrations «partenaires» voulant récupérer les missions LCF, les agents de la DI PACA-CORSE répondent toujours présents pour défendre leurs missions.

Ils manifestent cependant aussi leur mécontentement, leur désarroi et leur peine devant une hiérarchie qui ne les écoute pas, ne les respecte pas, et surtout ne se remet jamais en question, par la grève comme le 10 mars dernier où plus de 49 % d'agents se sont portés grévistes.

Le démantèlement des administrations du ministère est en marche. Dans de nombreux services le manque de personnel se traduit par une surcharge de travail qui pèse sur l'ensemble des collègues. À tous les niveaux, nous devons arbitrer entre toutes nos tâches prioritaires et cela se traduit par un malaise généralisé.

L'action sociale de notre ministère suit malheureusement le même chemin.

Depuis plusieurs années et malgré l'opposition unanime des Fédérations, le budget dédié aux différentes prestations d'action sociale est en baisse et les personnels des associations et des délégations voient leurs effectifs se réduire et leurs conditions de travail se dégrader.

Dans un contexte économique de baisse du pouvoir d'achat, de blocage du point d'indice

depuis plus de 10 ans, de réduction des plans de promotion les agents ont de plus en plus recours à l'Action Sociale.

Loin de ces considérations, le Secrétariat Général veut tout faire disparaître.

La version officielle est pour « innover et moderniser » et « accompagner l'évolution des services » !

La vérité est beaucoup plus sordide, faire des économies budgétaires sur le dos des agents et des salariés.

Afin de défendre nos conquêtes et le fruit de nos luttes, nous déclarons :

- **NON à la disparition du réseau départemental d'action sociale**
- **NON à la vente des résidences de vacances EPAF**
- **NON à une gouvernance regroupant les 7 associations**
- **NON à la baisse des budgets de l'action sociale**
- **NON à la disparition programmée des CDAS**

Pour marquer notre opposition à ces entreprises de destructions, nous ne siégerons pas à ce CDAS.